Biocarburants : une option qui aurait pu être positive devient une grave menace pour le Sud

Il faudrait ne plus avoir toutes ses facultés mentales pour accuser le président George W. Bush de trop s'inquiéter du changement climatique. Dans ce domaine, son curriculum est impeccable et autant son appui inconditionnel de l'industrie pétrolière que ses guerres du pétrole ont été des apports importants au réchauffement de la planète. Pour le cas où il resterait encore des doutes, son refus persistant de signer le Protocole de Kyoto fait de lui le leader incontesté de ceux qui contribuent le plus à la destruction du climat de la Terre.

C'est pourquoi l'intérêt qu'il a manifesté dernièrement pour les biocarburants a de quoi surprendre. En effet, pendant sa récente visite de plusieurs pays d'Amérique latine (Brésil, Uruguay, Colombie, Guatemala et Mexique), les biocarburants ont été le point le plus clair du programme d'une tournée que certains médias ont qualifié de « diplomatie de l'éthanol ». Ce qui plus est, peu avant son départ en voyage il avait visité les installations d'une entreprise associée à l'industrie de l'éthanol, où il avait mentionné, entre autres, « les technologies qui nous permettront de transformer des particules de bois en carburants pour faire rouler les voitures ».

Cet intérêt soudain pour une question apparemment si étrangère à ses priorités et préoccupations permet de mieux comprendre les raisons pour lesquelles tant de gouvernements et d'organismes du Nord encouragent le développement des biocarburants dans tant de pays du Sud.

À la différence d'autres gouvernants du Nord, Bush n'essaie même pas de paraître « vert ». Les raisons qu'il avance ont un caractère essentiellement stratégique et économique. Il affirme que la promotion des biocarburants est « un objectif national très important, pour devenir moins dépendants du pétrole d'outre-mer, de manière à mieux protéger nos intérêts en matière de sécurité nationale et de sécurité économique ». Du côté économique, il dit que « puisque les prix des hydrocarbures augmentent, il est raisonnable de faire en sorte... qu'il y ait sur le marché d'autres sources d'énergie le plus tôt possible ».

Il est certain que les gouvernements de la plupart des pays du Nord – en particulier, ceux des pays européens – ont déjà fait le même raisonnement, ce qui porte à se demander à quel point leurs intentions sont « vertes ».

Pour beaucoup de gouvernements du Sud, les biocarburants ne sont qu'un nouveau produit à exporter, une nouvelle « opportunité ». Ce point de vue, joint aux multiples appuis qu'ils sont en train de recevoir des agences de coopération et des organismes multilatéraux, a mené des dizaines de pays à adopter des politiques et des mesures concrètes pour développer leur production, sans prendre en considération les conséquences sociales, politiques, économiques et environnementales qu'ils risquent d'avoir.

En contrepartie, les organisations populaires du Sud les voient comme une menace grave pour la subsistance des gens. En effet, les plans gouvernementaux impliquent que des millions d'hectares de terres qui produisent aujourd'hui des aliments seront affectés à la production de carburants pour

alimenter les voitures. Des cultures comme le maïs, le soja, la canne à sucre, le palmier à huile et bien d'autres seront transformées en éthanol ou en biodiesel. D'après Bush lui-même, il est déjà prévu de transformer le bois en éthanol, ce qui comporte le danger que davantage d'arbres de croissance rapide soient plantés en régime de monoculture pour alimenter les voitures. Le tout au détriment des forêts et des terres productrices d'aliments.

À cet égard, les représentants de plus de 80 pays qui se sont réunis dernièrement au Mali pour la souveraineté alimentaire ont déclaré sans ambiguïté qu'ils s'opposent aux « 'déserts verts' des monocultures industrielles d'agrocarburants et autres plantations » (1). Les femmes réunies au forum ont dit la même chose dans leur déclaration sur la souveraineté alimentaire, où elles soulignent que « les monocultures, dont celles consacrées aux agrocombustibles, [...] ont des effets négatifs sur l'environnement et sur la santé humaine » (2).

Par ailleurs, le Tribunal permanent des Peuples (l'ancien Tribunal Russell) qui s'est réuni récemment à Cacarica, en Colombie, a inclus dans son verdict de graves accusations contre les producteurs d'huile de palme. Entre autres choses, il a accusé ces entreprises (et le gouvernement colombien) d'avoir planté des palmiers « à l'intérieur de territoires collectifs de communautés afro-colombiennes, opération rendue possible grâce à la perpétration, en toute impunité, d'environ 113 crimes de lèse-humanité, 13 déplacements forcés, 15 cas de torture, 17 détentions arbitraires, 19 pillages d'habitations, 14 incursions de type paramilitaire, des agressions dans la zone humanitaire, 4 assassinats ou exécutions extrajudiciaires et l'appel à la 'démobilisation' qui a permis le développement de nouvelles menaces de mort et le contrôle sur la population » (3).

Bien entendu, cela n'a pas dû inquiéter outre mesure les présidents colombien et nord-américain à leur récente réunion, vu qu'ils ont été et sont toujours complices du massacre qui a lieu en Colombie sous le nom de Plan Colombia. Au bout du compte, le résultat sera positif pour eux : on produira du biodiesel de palmier. Mais il serait bon que les futurs consommateurs de ce carburant réfléchissent sur le témoignage d'une femme qui a dit au Tribunal : « le palmier à huile est arrosé du sang de nos frères, amis et parents », et qui a ajouté : « nous ne pouvons travailler nulle part parce que tout le territoire est couvert de palmiers ».

Voilà le véritable visage que cachent dans le Sud les dénommés « biocarburants ». « Bio » veut dire vie. Pourtant, la production de ces carburants équivaut à la mort. La mort de communautés entières, la mort de cultures, la mort de personnes, la mort de la nature. Qu'il s'agisse de plantations de palmier à huile ou d'eucalyptus, de canne à sucre ou de soja transgénique, sous l'impulsion de gouvernements « progressistes » ou « conservateurs », le résultat est le même : la mort.

Ce qui aurait pu être une option positive (le remplacement des combustibles fossiles par des combustibles dérivés de la biomasse) est devenu, en vertu de certains intérêts du Nord, l'une des menaces les plus graves qui pèsent sur la survie de millions de personnes du Sud. Pour que les biocarburants redeviennent une option positive il faudrait modifier l'approche du tout au tout : remplacer la production pour le marché mondial par l'approvisionnement local, la monoculture par la diversité, le monopole par la décentralisation, la destruction environnementale et sociale par le respect des gens et de la nature. Les entreprises n'ont pas l'intention de le faire, mais on trouve bien cette idée-là dans la tête des gens, dans le Sud comme dans le Nord. C'est à ces personnes que nous demandons de protéger la vie en contribuant à enrayer un processus qui, sous couleur d'écologie, est synonyme de mort.

(1) Version intégrale de la déclaration : http://www.nyeleni2007.org/spip.php?article286
(2) Version intégrale de la déclaration : http://www.nyeleni2007.org/spip.php?article278

(3) Version intégrale de la déclaration en espagnol :
http://www.wrm.org.uy/paises/Colombia/Tribunal_Pueblos.html